

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 25/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PCAS

Route d'Avignon
30390 Aramon

Références : 2024-04-
Code AIOT : 0006600430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement PCAS implanté Route d'Avignon 30390 Aramon. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PCAS
- Route d'Avignon 30390 Aramon

- Code AIOT : 0006600430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PCAS (ex EXPANSIA) est intégrée au groupe français SEQENS (ex NOVACAP) depuis 2017. SEQENS, créé en 2003, est un acteur mondial intégré en solutions pharmaceutiques et ingrédients de spécialités.

L'usine PCAS située sur la commune d'Aramon, exploitée depuis 1973, est située à 3 km au nord-est du centre d'Aramon, le long de la départementale D2, sur un terrain d'une superficie de 6,5 ha. Il n'y a pas d'habitations dans un rayon de 300 m. A 400 m au nord-ouest du site se trouve une voie ferrée réservée principalement aux transports de marchandises. L'exploitant est propriétaire de 14 ha de terrains autour des installations.

L'usine fabrique des produits chimiques intermédiaires destinés à la fabrication de principes actifs pharmaceutiques, principalement pour Beaufour Ipsen à hauteur de 40 % de la production et pour le laboratoire Pfizer. Le site dispose de 23 réacteurs d'une capacité totale de 100 m³, pour la mise en œuvre de réactions chimiques diverses (bromation, hydrogénation, réduction...). Il compte environ 145 employés dont 80 personnes en production. Les ateliers de l'usine fonctionnent soit en 2*8 soit en 5*8.

Le site relève du régime de l'autorisation avec le statut SEVESO seuil bas. La dernière mise à jour de l'étude de dangers du site a été remise en janvier 2021.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- AN24 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Suivi des consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
11	Fréquence de contrôle d'étanchéité périodique	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article Art.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Circuit de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 04/10/2007, article articles 3.1 et 3.12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Mise en œuvre du plan "eau" - 50 sites	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
9	AM Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Sans objet
10	Attestation de capacité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la mise en œuvre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des PFAS l'exploitant a engagé les démarches. Les premiers résultats ne sont pas encore connus. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser deux points de mesure (avec et sans les eaux de refroidissement) afin d'avoir une vision complète des émissions du site et de pouvoir évaluer la qualité des eaux de process avant dilution par les eaux de refroidissement. Par ailleurs, l'inspection invite l'exploitant à effectuer également des analyses sur les eaux brutes afin pour pouvoir éventuellement mettre en évidence une présence de PFAS non liée aux activités du site.

L'exploitant s'est engagé dans la démarche plan eau du gouvernement et fait partie des 50 sites nationaux devant établir un plan de sobriété hydrique (PSH) s'inscrivant dans une trajectoire de qualité et de sobriété hydrique visant une baisse de 10 % des prélèvements en eau à l'horizon 2030. L'exploitant a remis son plan de sobriété hydrique et a identifié des actions. Plusieurs actions nécessitent encore quelques études de réalisation plus complètes et l'élaboration d'un plan de financement.

Concernant le contrôle d'étanchéité périodique des équipements contenant des fluides frigorigènes, l'exploitant effectue les contrôles. Néanmoins l'inspection demande à l'exploitant d'avoir une vigilance plus grande sur le respect des fréquences afin d'éviter des dépassements y

compris de quelques mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la liste. Cette liste a été établie à partir des fiches de données de sécurité et des principes actifs produits sur le site ces dernières années (à partir de 2020). La liste mentionne trois substances contenant un radical C-F3. Ces trois substances sont liées puisqu'il s'agit d'une matière première, d'un produit fini et de l'intermédiaire de production. Cette substance a été produite en 2021 mais pas en 2022 et 2023. Elle sera produite en 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'exploitant est soumis au délai de la troisième vague de l'arrêté ministériel à savoir la réalisation

<p>des campagnes au plus tard entre mars et mai 2024. L'exploitant indique avoir débuté ces campagnes avec la réalisation d'une première analyse du 18 au 19 mars. Les autres analyses sont programmées du 29 au 30 avril et du 27 au 28 mai.</p> <p>L'exploitant a fait analyser les 20 PFAS listés à l'arrêté ministériel ainsi que l'AOF. Les trois substances PFAS listées (cf point de contrôle n°1) n'ont pas fait l'objet d'analyse. L'exploitant justifie ce choix par le fait que cette substance n'a pas été produite depuis plusieurs années et n'était pas une production courante mais ponctuelle. De plus, il indique que son laboratoire (CERECO) a indiqué ne pas être en mesure de quantifier cette substance dans les conditions de l'arrêté ministériel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier plus longuement que les PFAS identifiés (cf liste art.2 AM du 20/06/2023) ne peuvent pas faire l'objet d'une quantification dans des conditions définies dans l'AM étant entendu que l'accréditation n'est pas requise pour ces substances.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit anticiper la production à venir de ces substances PFAS en identifiant les moyens d'éviter tout rejet au milieu naturel (traitement différencié des effluents, évaluation de l'efficacité du traitement de la STEP actuelle...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir retenu le laboratoire CERECO pour le prélèvement des échantillons. Ce laboratoire n'est pas accrédité pour l'analyse des PFAS visés par l'AM.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer auprès de son prestataire CERECO que les analyses seront bien réalisées dans un laboratoire accrédité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
--

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

Le site présente deux types d'effluents : les eaux de process industriels (eaux de lavage, phase de décantation...) qui font l'objet d'un traitement par la STEP du site et les eaux de refroidissement. L'exploitant indique avoir effectué les analyses sur les effluents en sortie de station d'épuration et non pas au milieu naturel pour éviter toute dilution par les eaux de refroidissement dont le volume est comparativement très important.

L'exploitant indique qu'un prélèvement 24h a été effectué.

L'inspection a consulté les planning de production de la semaine où ont été effectuées les analyses. Il n'a pas été constaté de différence avec les planning des semaines précédentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant pour les deux prochaines campagnes, d'effectuer également des prélèvements et analyses au droit du rejet global du site (eaux sortie STEP + eaux refroidissement). Le point d'analyses en sortie STEP doit être maintenue.

Par ailleurs, compte-tenu de la ressource en eau du site (Rhône) l'inspection invite l'exploitant à effectuer des analyses sur les eaux brutes afin d'identifier le cas échéant la présence de PFAS dans les eaux brutes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
--

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de

<p>quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les premières analyses ont été réalisées du 18 au 19 mars. L'exploitant ne dispose pas encore des résultats. Le respect des limites de quantifications n'a pas pu être effectué.</p> <p>En revanche, l'inspection rappelle à l'exploitant l'importance de vérifier que le laboratoire d'analyse est bien accrédité pour s'assurer de la fiabilité de ces mesures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les premières analyses ont été réalisées du 18 au 19 mars. L'exploitant ne dispose pas encore des résultats et n'a ainsi pas encore saisi de résultats sous l'application GIDAF.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de saisir l'application GIDAF dès réception des résultats.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mise en œuvre du plan "eau" - 50 sites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Sobriété hydrique du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et</p>

<p>l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est engagé dans la démarche plan eau du gouvernement et fait partie des 50 sites nationaux devant établir un plan de sobriété hydrique (PSH) s'inscrivant dans une trajectoire de qualité et de sobriété hydrique visant une baisse de 10 % des prélèvements en eau à l'horizon 2030.</p> <p>Le PSH de l'exploitant identifie 3 axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mesurer et maîtriser - Bonnes pratiques - Optimiser les refroidissements <p>Chacun des axes contient plusieurs actions pour lesquelles l'exploitant a soit estimé les coûts soit précisé les études complémentaires nécessaires.</p> <p>L'exploitant prévoit à court terme le remplacement et l'ajout de compteur sur son site. Cette action peut induire une réduction de près de 26 000 m³. En parallèle, l'exploitant a mis en place d'une sensibilisation de ces employés au sujet eau lors des points HSE (fréquence visée : 1fois/mois).</p> <p>L'axe de travail permettant les gains les plus importants est l'optimisation des refroidissements (refroidissement des groupes froids, des condenseurs, des réacteurs, des agitateurs).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Suivi des consommations d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'approvisionnement en eau du site (hors eau sanitaire) est effectué via 3 forages dans la nappe d'accompagnement du Rhône au droit du site. Sur les 3 forages actuellement en fonctionnement, deux (forage 4 et 5) sont équipées de débitmètres avec télérelèves. Les consommations en temps</p>

<p>réel et journalière sont donc connues.</p> <p>Le forage 3 est équipé d'un débitmètre sans télérelève. La relève du compteur est effectuée par un technicien toutes les semaines. Le débit prélevé à partir du forage 3 est supérieur à 100m³/j.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'effectuer une relève journalière des volumes de prélèvements sur le forage 3.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : AM Sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite et lors de la période d'étiage 2023, la ressource en eau de l'exploitant n'a pas été en niveau de gestion sécheresse (hors vigilance). L'exploitant n'a ainsi pas eu à mettre en œuvre des réductions.</p> <p>Dans le cadre de son plan de sobriété hydrique, l'exploitant a bien identifié les éléments demandés au 1° et 6° de l'arrêté ministériel sécheresse (milieu de prélèvement, volume rejeté et prélevé, investissement et amélioration).</p> <p>Bien que la ressource en eau de l'exploitant soit moins soumise à des niveaux de gestion sécheresse que les autres masses d'eau présentes dans le Gard, l'inspection invite l'exploitant à réfléchir par anticipation à la définition du volume de référence pour son site et aux actions à engager pour atteindre le cas échéant les réductions prescrites dans l'arrêté ministériel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Attestation de capacité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Art. R.543-78 du code de l'environnement Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection la liste des équipements contenant des fluides frigorigènes. L'inspection a demandé le jour de l'inspection à l'exploitant de transmettre les fiches d'intervention pour contrôle d'étanchéité des 3 équipements contenant du R22 : - GEG extérieur BT02 (clim B.E.) -BT03 Local Technique 339 - BT14 Local serveurs L'attestation de capacité de l'opérateur a été transmise à l'inspection et est encore valide.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Fréquence de contrôle d'étanchéité périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article Art.4			
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes			
Prescription contrôlée :			
[Contrôle d'étanchéité périodique]La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er est précisée dans le tableau suivant :			
Catégorie du fluide	Charge en fluide frigorigène de l'équipement	Période de contrôle en l'absence de dispositif de détection de fuite	Période de contrôle si un dispositif de détection de fuite est installé
HCFC	2 kg ≤ charge < 30 kg	12 mois	12 mois

HCFC	30 kg ≤ charge < 300 kg	6 mois	6 mois
HCFC	300 kg ≤ charge	3 mois	3 mois
HFC, PFC	5 t.équ.CO2 ≤ charge < 50 t.équ.CO2	12 mois	24 mois
HFC, PFC	50 t.équ.CO2 ≤ charge < 500 t.équ.CO2	6 mois	12 mois
HFC, PFC	500 t.équ.CO2 ≤ charge	3 mois	6 mois

Constats :

L'inspection a demandé les 3 derniers contrôles d'étanchéité des trois équipements contenant du R22 (cf point de contrôle ci-dessus). Aucune fuite n'est identifiée. La fréquence de contrôle annuelle est régulièrement dépassée de quelques mois. Par exemple, pour l'équipement "BT14 Local Serveur" les deux derniers contrôles ont eu lieu le 17/06/2022 et 09/09/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'établir un suivi du respect des fréquences des contrôles d'étanchéité en veillant à ne pas dépasser les dates.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Circuit de refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2007, article articles 3.1 et 3.12

Thème(s) : Risques chroniques, Circuit de refroidissement

Prescription contrôlée :

article 3.1 Prélèvement et consommation d'eau L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour limiter les flux d'eau et sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement de ses installations. Notamment, la réfrigération ou le refroidissement en circuit ouvert est interdit. Un projet est présenté par l'exploitant au plus tard quatre mois après la signature du présent arrêté afin de mettre en conformité avec ce principe l'ensemble des installations de réfrigération et refroidissement en circuit ouvert de l'usine. L'exploitant proposera un échéancier de réalisation.

article 3.12 Eaux de refroidissement en pression Ces eaux, qui traversent les échangeurs métalliques, rejoignent les eaux résiduelles en sortie de station ou le milieu naturel.

Constats :

<p>Lors d'une précédente inspection, l'inspection a demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre sous un mois l'étude 2008-2009 réalisée - d'établir sous un mois un état des lieux des eaux de refroidissement en circuit fermé et ouvert, et en pression ou pas. - de mener une étude technico-économique sous quatre mois pour mise en conformité de l'ensemble des installations de réfrigération ou le refroidissement fonctionnant actuellement en circuit ouvert. <p>Suite à cette demande et également dans le cadre du plan de sobriété hydrique, l'exploitant a effectué les études technico-économiques. La mise en circuit semi-ouvert de l'alimentation des condenseurs et des doubles enveloppes n'est pas retenu car la mise en place des réservoirs tampons pose des problèmes techniques de raccordement et d'encombrement.</p> <p>La mise en circuit fermé des groupes froids (GF1, GF2 et G3) a été estimée à 1 500 000 M d'euros et nécessite des études complémentaires. L'exploitant n'a pas précisé de calendrier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un calendrier des étapes de ce projet (remise étude complémentaire, demande de subvention, prise de décision sur la réalisation ou non du projet...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>